

Systèmes de protection sociale, politiques publiques et défis sociaux de l'âge

EUROPE - AMÉRIQUE LATINE - CARAÏBES



Colloque à l'AFD et au Palais du Luxembourg

29 ET 30
MAI 2024



Colloque 2024 IdA-MEAE-EULAC-AFD

**Systèmes de protection sociale, politiques publiques
et défis sociaux de l'âge en Europe, en Amérique
latine et dans les Caraïbes**

29 et 30 mai 2024



Le colloque "Systèmes de protection sociale, politiques publiques et défis sociaux de l'âge en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes" est organisé par l'Institut des Amériques, en collaboration avec la Fondation Europe – Amérique latine et Caraïbes (EU-LAC), l'Agence française de développement (AFD), Expertise France et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) dans le cadre des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes.

*Les échanges se dérouleront en français, en espagnol,
en anglais et bénéficieront d'une traduction
simultanée.*

Coordination scientifique

Blandine DESTREMAU (CNRS), directrice de recherche,
sociologue, Amérique latine et Caraïbes

Julie TRÉGUIER (DIW Berlin), post doctorante,
économiste et démographe, Europe

Argumentaire scientifique

La plupart des pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe connaissent un processus accéléré de vieillissement démographique, caractérisé par l'augmentation de la proportion de personnes âgées et très âgées dans la population. D'après le rapport 2022 de la Cepal, la région d'Amérique latine et des Caraïbes a connu un processus de vieillissement plus rapide que les autres régions du monde : en 1950, les personnes âgées de 60 ans et plus représentaient 5,2 % de la population totale ; en 2022, ce pourcentage s'élève à 13,4 %, une proportion qui devrait atteindre 16,5 % en 2030. En Europe, le vieillissement de la population a été plus précoce et, d'après la Commission européenne, en 2020, déjà 20% des personnes étaient âgées de 60 ans et plus.

Le vieillissement démographique procède de dynamiques enchevêtrant la baisse de la fécondité et de la mortalité aux jeunes âges (vieillissement par le bas de la pyramide), l'extension de la longévité ou le retard de l'âge moyen de la mortalité des personnes âgées (vieillissement par le haut) et le solde migratoire. L'émigration d'adultes et de jeunes hommes et femmes a joué un rôle important dans le vieillissement de la population de certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes alors que, en Europe occidentale, l'immigration tend à freiner le processus de vieillissement, contribuant au renouvellement des populations jeunes et adultes, et de ce fait à la natalité.

L'espérance de vie pour les deux sexes a ainsi augmenté de façon significative, passant de 48,6 ans en 1950 à 75,1 ans en 2019 en Amérique latine et Caraïbes et de 62,8 à 79,1 ans, respectivement, en Europe. Avec l'avancée en âge, la féminisation des personnes âgées s'affirme, en raison de la longévité plus grande des femmes, qui vivent néanmoins plus d'années en mauvaise santé. Malgré le recul dû à l'impact de la pandémie de COVID-19, l'espérance de vie devrait continuer à augmenter à l'avenir dans les deux régions. Si les « jeunes-vieux » s'engagent régulièrement dans des activités familiales et sociales de grande utilité, les effectifs croissants de personnes très âgées, plus susceptibles de souffrir de réduction de leur autonomie et d'affections chroniques ou dégénératives, constituent un défi important aux politiques publiques nationales et territoriales de protection sociale et aux arrangements locaux et familiaux d'accompagnement et d'inclusion sociale.

Le processus de vieillissement regroupe une multitude de situations et les moyennes régionales masquent des différences marquées entre les pays, tant en ce qui concerne la rapidité de la transition d'une société jeune à une société âgée que l'intensité du processus. La situation n'est pas non plus homogène à une échelle plus individuelle ou locale, du fait d'inégalités des gains d'espérance de vie des personnes âgées, de leur état de santé (notamment au détriment des femmes et des groupes les plus pauvres ou exposés à des risques environnementaux), de leurs conditions matérielles d'existence (habitat, alimentation, conditions d'emploi, accès à des services publics de qualité, territoire) et de l'appui que peut leur procurer leur entourage social et familial, qui contribuent à amplifier leur vulnérabilité ou à la réduire.

Pris au niveau individuel, le vieillissement s'accompagne d'un accroissement de la demande en prestations sociales, en soins de santé et en assistance, qui pose d'une part les questions de la couverture du risque de survie à des âges élevés et du niveau de protection à apporter (table-ronde 1) et de l'organisation de la prise en soins des personnes en perte d'autonomie (table-ronde 2). Pris à l'échelle de la population, le vieillissement interroge alors la soutenabilité financière des politiques publiques en faveur des personnes âgées mais également l'aménagement des territoires et le maintien de la cohésion sociale (table ronde 3).



29 mai
Agence française de développement
Auditorium Mistral, 3 Pl. Louis-Armand
75012 Paris

Accueil
13h30-14h

Session d'inauguration
14h-14h35

Marie-Pierre BOURZAI, directrice Amérique latine - AFD
Un-e représentant-e d'Expertise France
Blandine DESTREMAU et Julie TRÉGUIER, coordinatrices
scientifiques

Table ronde 1
Protection sociale et couverture
14h35-16h15

Pause café
16h15-16h30

Table ronde 2
Care et santé publique
16h30-18h30



Table ronde 1

Protection sociale et couverture

14h35-16h15

Depuis les années 1990, les régimes de protection sociale historiquement établis ont subi d'importants trains de réforme. Si l'extension de la couverture sociale et le renforcement du niveau de protection ont été des objectifs communs, il reste beaucoup à faire. En Amérique latine et dans les Caraïbes, on estime que 40 % des travailleurs et de leurs familles ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale, en raison des caractéristiques des marchés du travail et des flux migratoires, notamment au détriment des femmes. Dans la plupart des pays d'Europe, la presque totalité des populations est couverte par une ou plusieurs formes de protection sociale, mais certains groupes demeurent peu ou mal protégés, et les écarts de niveau de protection sont conséquents. Les femmes ont par exemple une pension de retraite en moyenne inférieure de 39 % à celle des hommes. Les stratégies d'universalisation ont de plus souvent été mises en place au prix d'une réduction des niveaux de protection et d'une fragmentation des couvertures. Les produits d'assurance privée pour lesquels les souscripteurs bénéficient d'avantages fiscaux exacerbent les inégalités de niveau de protection. Par ailleurs, malgré les réformes pour solvabiliser les systèmes de protection sociale, ces régimes de protection présentent des performances institutionnelles limitées en termes de gestion, des modes de financement instables et entretiennent de fortes inégalités, en particulier en termes de genre et d'origine ethnique : les femmes âgées de classes populaires, surtout lorsqu'elles appartiennent à des minorités ethniciées, restent les plus vulnérables.

Cette table-ronde discutera des avancées et défis qui se présentent aux politiques publiques, pour élargir les couvertures sociales destinées aux personnes âgées, qu'elles soient contributives (pensions de retraite cotisées) ou financées par les budgets publics (minima sociaux, services spécifiques et autres prestations proposées par les collectivités locales).

Modération :

Alfonso MARTINEZ-SAENZ, Coordinateur des projets genre et protection sociale particulièrement en Amérique latine et la Caraïbes chez Expertise France.

Interventions :

- Anne LAVIGNE, Professeure des sciences économiques à l'Université d'Orléans
- Yorlenny LEON MARCHENA, Ministre du développement humain et de l'inclusion sociale du Costa Rica
- Anthony MARINO, Chef du bureau des Retraites à la DREES
- Anne-Marie GUILLEMARD, Professeur émérite des Universités en sociologie, Université Paris Cité, Chercheur au Centre d'Etude des Mouvements Sociaux, EHESS/CNRS/INSERM
- Jeannette SÁNCHEZ, Représentante de la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes, CAF, en Bolivie

Pause café

16h15-16h30

Table ronde 2

Care et santé publique

16h30–18h30

Dans les pays concernés par ce colloque, l'organisation de la provision de soins (care) a émergé au cours des dernières années comme un problème public, surtout dans les pays les plus affectés par le vieillissement démographique et ceux dont les politiques sociales sont les plus avancées, qu'ils soient latinoaméricains et caribéens ou européens. Malgré la reconnaissance, plus ou moins affirmée, d'une co-responsabilité des institutions publiques pour la satisfaction des besoins de care liés au vieillissement, ces besoins demeurent largement renvoyés aux responsabilités familiales ou comblés par les dynamiques inégalitaires du marché. Les progrès des politiques publiques, les degrés de consensus politique et les modes de financement mis en œuvre révèlent ainsi de vastes disparités. Ces disparités concernent en particulier les capacités effectives des familles – et surtout des femmes – de partager les responsabilités du care avec des professionnels et des institutions publiques. Elles touchent aussi la régulation de la marchandisation du care de longue durée par des systèmes d'assurance privée ou sociale et des dispositifs de subvention à la demande ou à l'offre, et la professionnalisation et protection sociale des pourvoyeuses de care.

Ces politiques ou programmes publics se greffent sur des systèmes de santé dont l'organisation, la qualité et l'accessibilité pour les divers groupes sociaux et économiques varient d'un pays à l'autre (services publics de santé, privatisation et marchandisation, offre accolée à des dispositifs d'assurance sociale ou privée, programmes ciblés sur des catégories sociales vulnérables).

Or, plus l'accès à des services de santé de qualité est difficile ou exclu, plus la charge des familles s'intensifie. Les considérations de genre et d'origines ethniques sont au cœur de la question des soins de santé (cure) et personnels (care), puisque les femmes démontrent une longévité plus étendue que les hommes, mais plus d'années en mauvaise santé ; qu'elles sont les principales pourvoyeuses de soins dans le cadre familial et institutionnel ; et que les femmes d'origine étrangères, ou marquées par leur origine ethnique, constituent la majeure partie des effectifs professionnels ou informels des travailleuses du care.

Cette table ronde abordera la façon dont l'offre de soins de santé (cure) et de soins personnels (care) aux personnes en perte d'autonomie est organisée socialement et économiquement, au croisement des politiques publiques, du marché, et des normes sociales, morales et de genre prévalentes au sein des familles et des sociétés.

Modération :

Olivier GIRAUD, Politiste et sociologue

Interventions :

- Merike BLOFIELD, Professeure en sciences politiques à l'Université de Hambourg, spécialisée sur les questions de santé et de politiques sociales
- Alexandre FARNAULT, Directeur Adjoint de l'offre, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
- Alfredo GONZALEZ REYES, Politologue et ancien secrétaire exécutif du Conseil national de l'Agenda 2030 pour le développement durable du gouvernement mexicain
- Karolin KILLMEIER, Analyste à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

30 mai
Palais du Luxembourg
15 Rue de Vaugirard
75006 Paris



Accueil

14h00-14h30

Table ronde 3

Citoyenneté, cohésion sociale et territoires

14h30-16h10

Pause café

16h10-16h30

Conclusions

16h30-17h15

Blandine DESTREMAU et Julie TRÉGUIER, coordinatrices
scientifiques

Françoise MOULIN CIVIL, présidente de l'IdA

Dr Adrián BONILLA, directeur exécutif de la Fondation EU-LAC
Un-e représentant-e MEAE

Conférence de clôture – Les défis sociaux de l'âge : la nécessaire refondation du contrat démocratique

17h15-18h00

Marisol TOURAINE

Cocktail

18h00-20h00

Table ronde 3

Citoyenneté, cohésion sociale et territoires

14h30-16h10

Le territoire local joue un rôle crucial dans la vie quotidienne des personnes âgées, qu'elles résident en milieu urbain ou rural. Si la cohabitation intergénérationnelle demeure un modèle d'organisation des ménages, elle tend à reculer et, dans l'ensemble des pays concernés par ce colloque, on observe une proportion croissante de personnes âgées qui vivent seules ou dans des ménages composés exclusivement d'aînés.

Le défi de leur inclusion sociale et de leur citoyenneté sur le plan territorial se pose ainsi de plus en plus indépendamment de la médiation de familles intergénérationnelles. Les nouvelles générations de personnes âgées se révèlent souvent plus indépendantes, plus éduquées, plus engagées que les précédentes, bien que nombre d'entre elles soient fréquemment happées par un quotidien difficile et des exigences familiales (participation aux tâches domestiques et de care).

C'est avant tout dans leur proximité, leur vicinité et leur entourage, que ces personnes satisfont leurs besoins d'approvisionnement, qu'elles trouvent des ressources relationnelles et de solidarité ou souffrent de solitude, qu'elles sont amenées à se déplacer dans des conditions de confort ou d'insécurité, qu'elles se sentent incluses et considérées ou se heurtent à des discriminations explicites ou par négligence, et qu'elles jouissent de services publics de qualité ou souffrent de leur insuffisance et leur éloignement. C'est aussi à cette échelle spatiale qu'elles parviennent à maintenir une participation citoyenne active, qu'elles s'engagent dans des collectifs, des associations, qu'elles déploient des activités intégratives et intergénérationnelles, et qu'elles bénéficient de services et ressources adéquates offertes par des organisations de la société civile et les politiques publiques nationales ou locales. De nombreuses initiatives ont vu le jour pour intégrer, socialiser, maintenir en citoyenneté les personnes âgées, nombre d'entre elles engendrées par leur mobilisation et leur engagement, qu'elles soient formalisées en dispositifs telles que les Villes amies des aînés ou des politiques locales, ou demeurent informelles dans des pratiques sociales ancrées dans des cultures locales ou des mouvements délibérés de solidarité.

Cette table-ronde soulignera les questions sociales et de citoyenneté soulevées par le vieillissement et la présence de personnes âgées sur le plan territorial et mettra en lumière les initiatives et projets qui émergent pour y répondre.

Modération :

Isabelle CHARIGLIONE, Professeure à l'Institut de psychologie, coordinatrices du Laboratoire des nouvelles épistémologies et du développement humain (LabNEDH) de l'Université de Brasilia

Interventions :

- Barbara BRINGUIER, Directrice régional Outre-mer et de l'international de l'association Les Petits Frères des Pauvres
- Sandra HUENCHUAN, spécialiste du vieillissement au Centre démographique d'Amérique latine et des Caraïbes (CELADE) - Division de la population de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
- Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés
- Diana MEJIA DE MORONTA, représentante du programme gouvernemental "Familias de Cariño" en République dominicaine



Pause café
16h10-16h30

Conclusions
16h30-17h15

**Conférence de clôture – Les défis sociaux de
l'âge : la nécessaire refondation du contrat
démocratique**
17h15-18h00



Cocktail
18h00-20h00



Coordination scientifique



Blandine DESTREMAU, sociologue, directrice de recherches au CNRS

Blandine Destremau est sociologue, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), membre de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux (Iris / EHESS) et associée au Centre de recherche sur les Amériques de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (CREDA / IHEAL). Son travail de recherche porte sur les politiques sociales, les solidarités et la famille. Au cours des quinze dernières années, elle a mené des recherches à Cuba, particulièrement sur le vieillissement et ses effets temporels et sociaux. Ses derniers travaux portent sur une question cruciale à Cuba aujourd'hui : la fourniture de soins à la population âgée, dans un contexte de crise économique et d'émigration intensifiée, et les arrangements familiaux qui se nouent autour du logement, de la cohabitation intergénérationnelle et des formes d'interdépendance. Elle collabore régulièrement avec le Grupo de investigación sobre cuidado del adulto mayor (GICAM) du département de sociologie de l'Université de La Havane et d'autres partenaires institutionnels et académiques à Cuba. Depuis 2021, elle est experte principale du projet VITAL: Facilidad sobre envejecimiento en America Latina y el Caribe conduit par Expertise France et l'Agence française de développement (AFD).

Derniers ouvrages : *Aging and Generations in Cuba*, Lexington Series on Cuba, Rowman and Littlefield, 2023; *Pensando las temporalidades en Cuba*, coordonné avec Ana Vera Estrada et Mildred De La Torre, La Havane, Editorial Temas, 2022; *Viellir sous la révolution cubaine. Une ethnographie*, Paris, éditions de l'IHEAL, 2021.



Julie TRÉGUIER, docteure en Sciences économiques de l'Université Paris Nanterre et actuellement post-doctorante à l'Institut allemand d'études économiques (DIW Berlin)

Julie Tréguier est docteure en Sciences économiques de l'Université Paris Nanterre et actuellement post-doctorante à l'Institut allemand d'études économiques (DIW Berlin). Ses recherches portent sur l'articulation entre la protection sociale, le travail et la famille. Elle a réalisé sa thèse entre l'Institut national d'études démographiques (Ined) et l'Institut des politiques publiques (IPP) sur les inégalités de genre à la retraite, avec une analyse spécifique des dispositifs de droits conjugués à la retraite dans les contextes français et néerlandais. En post-doctorat, elle s'intéresse plus généralement aux dynamiques d'inégalités de revenu tout au long du parcours de vie, en se penchant notamment sur les événements biographiques tels que l'entrée dans l'aide informelle aux personnes en perte d'autonomie ou le veuvage.

Conférence de clôture



Marisol TOURAINE, Ancienne ministre française de la santé, des affaires sociales et des droits des femmes, présidente d'Unitaid, experte internationale sur les questions sociales, de santé et de genre

Marisol Touraine a mené une carrière politique en France, occupant différents mandats locaux et nationaux entre 1997 et 2017. Elle a été présidente du Conseil départemental de l'Indre-et-Loire, députée et ministre des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes de 2012 à 2017. Dans ces fonctions, elle s'est en particulier attachée au renforcement de la protection sociale en France, à la réforme du système de retraite, la réorganisation du système de santé français et au développement des politiques de santé publique. Elle a accru les droits des femmes (IVG notamment) et développé l'accompagnement des personnes âgées à domicile. Marisol Touraine est ancienne élève de l'École normale supérieure et de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégée en sciences économiques et sociales. Marisol Touraine est présidente du Conseil d'administration de l'Unitaid depuis juin 2019. Unitaid est une organisation internationale partenaire de l'Organisation Mondiale de la Santé qui favorise l'accès équitable à la santé dans les pays à bas revenu.

Modération



Isabelle CHARIGLIONE, Professeure à l'Institut de psychologie, coordinatrice du Laboratoire des nouvelles épistémologies et du développement humain (LabNEDH) de l'Université de Brasília

Isabelle Chariglione est psychologue, neuropsychologue et professeure. Elle est spécialiste en gérontologie de la Société Brésilienne de Gériatrie et de Gérontologie (SBGG). Elle est actuellement professeure à l'Institut de psychologie, dans le cadre du programme d'études supérieures en psychologie du développement et de l'école (PGPDE), et l'une des coordinatrices du Laboratoire des nouvelles épistémologies et du développement humain (LabNEDH) de l'Université de Brasília (Brasília - Brésil). En ce moment, elle travaille sur son post-doctorat en collaboration avec l'Université Paris Cité (Paris - France) sur le projet intitulé "Développement de la personne âgée et différences culturelles : une analyse cognitive et intersectionnelle". Le projet vise produire des réflexions sur la manière dont différentes expériences culturelles peuvent avoir un impact sur le développement cognitif et psychologique des personnes âgées; réaliser une revue de la littérature sur le développement des personnes âgées dans leurs différences culturelles; réaliser une étude en partenariat entre le Brésil, le Canada, la France et la Guyane française.



Olivier GIRAUD, politiste et sociologue

Olivier Giraud est politiste et sociologue. Spécialiste d'analyse comparée de l'action publique dans le domaine des politiques sociales (formation, emploi, protection sociale), il travaille sur les politiques de l'autonomie (perte d'autonomie de la personne âgée et handicap) depuis plusieurs années. Il co-dirige le projet Aurelia [2023-2027] (Autonomy Regimes in Long-Term Care: Instrumentation and Territories) avec Loïc Trabut (Ined). Financé dans le cadre du PPR Autonomie, le projet Aurelia s'attache à la comparaison des aspects politiques et culturels de la norme d'autonomie en France, Allemagne, Canada, Japon et Royaume-Uni. Il a récemment coordonné avec Gwenaëlle Perrier, l'ouvrage : Politiques sociales : l'état des savoirs, Paris, La Découverte. https://www.editionsladecouverte.fr/politiques_sociales___l_etat_des_savoirs-9782348070075



Alfonso MARTINEZ-SAENZ, coordinateur des projets genre et protection sociale particulièrement en Amérique latine et la Caraïbes chez Expertise France.

Alfonso Martinez Saenz est actuellement coordinateur des projets genre et protection sociale particulièrement en Amérique latine et la Caraïbe chez Expertise France. Jusqu'à il y a quelques mois, il était coordinateur adjoint de la composante politique d'égalité de genre du programme européen pour la cohésion sociale en Amérique latine, EUROSocial. Il travaille dans ce programme depuis plus de 12 ans. Dans ce programme, il a organisé et participé à plus de 50 missions de travail dans plus de 15 pays de la région, plus de 25 visites d'études en Europe et Amérique latine et 120 actions de renforcement de politiques publiques. Alfonso Martinez Saenz est titulaire de deux masters, le dernier en coopération internationale et développement et un diplôme en sciences politiques du Tec de Monterrey au Mexique. Ayant également travaillé pour l'OCDE, il possède une vaste expérience dans des projets internationaux sur des questions liées à la protection sociale, le care, le genre et aux politiques publiques générales de développement inclusif.

Intervenantes et intervenants



Merike BLOFIELD, Professeure en sciences politiques à l'Université de Hambourg, spécialisée sur les questions de santé et de politiques sociales

Merike Blofield est professeure de sciences politiques à l'université de Hambourg, où elle se concentre sur les politiques sociales, de santé et familiales comparées. Ses recherches portent sur les conditions dans lesquelles les gouvernements produisent des politiques plus favorables à l'équité, avec un accent empirique sur l'Amérique latine. Son travail collaboratif a récemment été publié par *Cambridge University Press*, *Oxford University Press*, *The Lancet* et d'autres publications politiques. Elle a reçu des prix pour ses recherches et le renforcement des institutions dans des établissements antérieurs. Elle travaille actuellement sur les politiques de santé maternelle et infantile et sur les efforts politiques en matière de violence domestique et sexiste.



Barbara BRINGUIER, directrice régional Outre-mer et de l'international de l'association Les Petits Frères des Pauvres

Après des études en communication en France et aux États-Unis, Barbara Bringuier a orienté sa carrière professionnelle vers la vie associative. Elle a commencé en s'engageant dans un mouvement de guidisme et de scoutisme en tant que responsable nationale d'une tranche d'âge, puis elle a accompagné pendant 7 ans des équipes de bénévoles de l'AFM-Téléthon. Depuis plus de 15 ans, elle a rejoint l'association Petits Frères des Pauvres comme coordinatrice internationale et aujourd'hui comme directrice de l'international et des Antilles.

En tant que directrice de l'international et des Antilles, elle accompagne le développement de 25 associations qui luttent contre l'isolement et la solitude de personnes âgées de + 50 ans sur 4 continents différents.

Sa vie professionnelle et ses engagements associatifs lui ont permis de construire une expertise sur les conditions de vie des personnes âgées à travers le monde et des changements démographiques et sociaux auxquels de nombreux pays vont devoir faire face.



Alexandre FARNAULT, directeur adjoint de l'offre, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

Alexandre FARNAULT a rejoint la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) en novembre 2022 en tant que Directeur adjoint de l'offre et auparavant au sein du secrétaire général des ministères sociaux en mars 2021 a conduit une mission d'expertise autour des questions du Grand Age et de l'autonomie concernant de la création d'un nouveau service public territorial de l'autonomie. Préalablement, Il a exercé auprès de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France (ARS) la fonction de Directeur du déploiement des politiques numériques en santé puis précédemment chef de projet national du programme PAERPA (Parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie) de 2016 à 2020 à la Direction de la sécurité sociale du Ministère de la santé. Auparavant, Alexandre FARNAULT a occupé les postes de Responsable du pôle ambulatoire et innovation au sein de la délégation parisienne de l'ARS IDF (de 2013 à 2016) et de directeur adjoint de cabinet auprès de l'adjoint en charge de la santé et président de l'AP-HP à la Ville de Paris (de 2007 à 2013). En outre, il participe, réalise et anime régulièrement des interventions et expertises internationales (Chine, Europe, Afrique ...) et au sein d'Universités et d'écoles d'enseignements supérieurs. Il est le co-auteur en 2022 du rapport « Vers un service public territorial de l'autonomie » et du « Code des droits contre l'exclusion » aux éditions DALLOZ (octobre 2006).



Alfredo GONZALEZ REYES, Politologue, internationaliste et spécialiste des politiques publiques. Coordinateur général des projets stratégiques au CIIDIS et conseiller en matière de développement durable pour le système des Nations unies au Mexique

Alfredo Gonzalez Reyes a été secrétaire exécutif du Conseil national de l'Agenda 2030 pour le développement durable et directeur général du ministère de l'Économie, gouvernement du Mexique ; directeur des programmes de la société civile aux niveaux local et national ; et coordonnateur exécutif de la recherche sur le développement humain pour le Mexique et spécialiste du programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations unies pour le développement.

Il a géré et coordonné des programmes gouvernementaux, des initiatives et des publications sur les questions de déploiement territorial des procédures et des services ; le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises ; la microfinance ; la transition énergétique ; l'économie circulaire ; l'accès aux biens naturels communs ; la préparation et la réponse aux catastrophes ; la réduction de la pauvreté et des inégalités ; et le travail domestique et de soins rémunéré et non rémunéré.



Anne-Marie GUILLEMARD

Professeur émérite des Universités en sociologie,
Université Paris Cité

Chercheur au Centre d'Etude des Mouvements
Sociaux, EHESS/CNRS/INSERM

Membre de l'Academia Europaea (Académie
européenne des sciences)

Membre honoraire de l'Institut Universitaire de France

Membre Qualifié du Haut Conseil de l'Âge

Spécialiste reconnue des comparaisons internationales portant sur les politiques de la vieillesse et du vieillissement, sur la protection sociale et sanitaire, sur les systèmes de retraite et sur l'emploi des seniors.

Ses domaines de recherche couvrent la sociologie des âges, des générations et du vieillissement ainsi que les questions de recomposition des parcours de vie, de réforme des retraites, d'emploi des seniors et de gestion des âges. Ses travaux les plus récents sont centrés sur les défis sociétaux que posent la longévité croissante et le vieillissement de la population dans le monde et sur les manières de les relever à partir de comparaisons internationales. Ses publications et les traductions de ses ouvrages en anglais ou japonais attestent de leur rayonnement international.

Parmi ses publications les plus récentes :

(2024) « Apories d'une réforme de la retraite reposant sur l'unique paramètre de l'âge pour prolonger la vie active », Revue de l'OFCE, n°184 (2024/1), <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-184OFCE.pdf>.

(2023) « Loi grand Âge et blocages français à la lumière des comparaisons internationales », Revue *SERVIR*, Novembre 2023 N°524 p.16-20.



Sandra HUENCHUAN, spécialiste du vieillissement au Centre démographique d'Amérique latine et des Caraïbes (CELADE) - Division de la population de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)

Docteure en études latino-américaines, mention anthropologie, de l'Université des arts et des sciences sociales du Chili, et titulaire d'un diplôme postdoctoral en anthropologie de l'Université du Chili.

Sandra Huenchuan Navarro travaille depuis 2002 en tant que spécialiste du vieillissement à la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Elle a été coordinatrice du suivi régional du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement entre 2002 et 2018. Elle a fourni une assistance technique sur le vieillissement et les politiques publiques en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Brésil, à Cuba, au Costa Rica, au Chili, en Colombie, en République dominicaine, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay. Sandra Huenchuan a publié 6 livres à la CEPAL. Elle a également publié de nombreux documents dans d'autres séries de la CEPAL, ainsi que dans des livres et des revues internationales. Elle a participé en tant que conseillère au groupe de travail de l'OEA chargé d'élaborer le projet de Convention interaméricaine sur les droits de l'homme des personnes âgées, adopté en 2015.



Karolin KILLMEIER, analyste à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

Karolin est analyste à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE. Elle travaille dans l'équipe qui analyse la demande croissante de services de dépendance dans le contexte du vieillissement de la population. Ses recherches portent notamment sur la protection sociale pour la dépendance chez les personnes âgées, les questions liées à la main-d'œuvre et les soins intégrés. Elle apporte également du soutien technique à la mise en œuvre des réformes des systèmes de santé. Lors de ses précédentes fonctions à l'OCDE, elle a analysé l'impact de l'offre et de la demande de compétences sur les marchés du travail et les systèmes de formation des adultes.



Anne LAVIGNE, Professeure des sciences économiques à l'Université d'Orléans

Docteure en sciences économiques en 1990, Anne Lavigne est professeure de sciences économiques à l'université d'Orléans depuis 1993. Ses recherches portent alors sur l'économie monétaire et bancaire et l'économie des assurances, puis sur l'économie des retraites à partir des années 2000. Elle a été détachée au Secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites de 2016 à 2022, en charge notamment du suivi des systèmes de retraite à l'étranger et des questions d'épargne retraite. Un de ses derniers articles, paru dans la Revue de droit sanitaire et social en juillet-août 2023, intitulé « Retraites : une exception française ? », analyse la récente réforme des retraites en France à l'aune des réformes dans les principaux pays européens. Elle est membre du Comité de suivi des retraites depuis août 2023 et membre du Conseil d'administration de l'Établissement de retraite additionnelle de la fonction publique depuis décembre 2023.



Pierre-Olivier LEFEBVRE, Délégué Général du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés

Pierre-Olivier Lefebvre est Délégué Général du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés® (RFVAA). Il anime ce réseau depuis sa création en 2012. Le RFVAA rassemble actuellement plus de 300 adhérents en France et en Europe. Spécialisé en gérontologie sociale depuis près de 30 ans, il a débuté en tant qu'animateur en gérontologie, puis a poursuivi une carrière professionnelle dans les municipalités en s'impliquant en particulier dans des dynamiques de participations sociales avec les habitants âgés, ensuite en dirigeant des services et des établissements pour personnes âgées il a développé ses compétences dans l'accompagnement des personnes très âgées et fragiles socialement. Titulaire d'un master en sociologie, il a travaillé sur les enjeux de la politique de l'âge, tant sur les aspects techniques, stratégiques et politiques. Il est signataire de nombreux articles et ouvrages sur le vieillissement et la démarche ville amis des aînés. Il est membre de différents conseils scientifiques ou conseils d'administrations d'organismes liés à la longévité (SFGG, FIAPA, ILC France,...).



Yorlenny LEÓN MARCHENA, Ministre du développement humain et de l'inclusion sociale du Costa Rica

Mme León Marchena est titulaire d'une licence en administration des affaires de l'université interaméricaine du Costa Rica.

Elle est titulaire d'une maîtrise en développement économique local de la Faculté latino-américaine des sciences sociales (Flacso).

Parmi ses expériences professionnelles, elle a travaillé en tant qu'entrepreneure et consultante dans divers domaines, elle a été directrice exécutive de l'Agence pour le développement local de Pococí, conseillère auprès de la présidence de JAPDEVA et professeure à l'Université du Costa Rica (UCR) et à l'Université nationale d'État à distance (UNED).

Elle a été une dirigeante active, soutenant les communautés de Limón. En 2018, elle a été élue députée de la République et, depuis l'Assemblée législative, elle a travaillé dans des domaines d'intérêt pour le développement de la santé publique et de l'assainissement de l'environnement, de l'entrepreneuriat, de la réactivation de l'économie et des infrastructures, de la création d'emplois, de l'amélioration de la qualité de l'éducation, des sports et de la sécurité.



Anthony MARINO, Chef du bureau des Retraites, DREES

Anthony Marino est administrateur de l'Insee, diplômé de l'ENSAE et d'un DESS de statistiques. Il a travaillé à la direction générale des finances publiques puis a exercé une grande partie de sa carrière autour de la thématique des retraites, dans divers environnements. Il a travaillé au département des études économiques de l'INSEE sur le modèle de microsimulation Destinie et a été rapporteur pour la Commission Moreau pour l'avenir des retraites, en amont de la réforme de 2014. Il a par la suite exercé à la direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts comme conseiller scientifique ainsi qu'au secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites. Il est actuellement chef du bureau des Retraites à la DREES.



Diana MEJIA DE MORONTA, représentante du programme gouvernemental "Familias de Cariño", en République dominicaine

Diana Mejia de Moronta est titulaire d'un Magister Notable en démocratie et gouvernement de l'Universidad Autónoma de Madrid (UAM), et d'un Magna Cum Laude en droit de la Pontificia Universidad de Madrid (UAM), Espagne.

Mme Mejia est spécialiste de la conception et la mise en œuvre de modèles de participation et de gestion dans la mise en œuvre de modèles de participation et de gestion dans l'application des politiques sociales.

Elle a 6 ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de modèles de participation et de gestion dans l'application des politiques sociales et la garantie de services pour la population âgée, conformément à la loi 352-98 sur la protection des personnes âgées.

Diana Mejia est membre du comité des droits de l'homme de l'université de Salamanque, membre de différents comités tels que : famille, qualité, normes de base du contrôle interne, soins, lettre d'engagement et gestion des risques du Conseil national pour les droits de l'homme.

Elle a été responsable du département du développement social, du département du suivi et de l'évaluation.

Elle occupe actuellement le poste de directrice du développement intégral et de la protection des personnes âgées, ainsi que de coordinatrice des projets de la CONAPE.

Elle est actuellement directrice du développement intégral et de la protection des personnes âgées et coordinatrice de l'école de formation de la CONAPE.



Jeannette SÁNCHEZ, Représentante de la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes, CAF, en Bolivie

De 2007 à 2013, elle a été ministre de l'inclusion économique et sociale, présidente de l'Institut national de l'enfance et de la famille, ministre de la Coordination du développement social, ministre de la Coordination des politiques économiques et présidente en charge de la Banque centrale de l'Équateur.

De 2017 à 2023, elle a été directrice de la division des ressources naturelles de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) entre 2017 et 2023.

Elle est actuellement représentante de la Banque de développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CAF) en Bolivie.

Jeannette Sánchez a été professeure et chercheuse en économie et développement à l'Université centrale de l'Équateur, à la Pontificia Universidad Católica de Ecuador, à l'Universidad San Francisco de Quito, à l'Escuela Latinoamericana de Estudios del Desarrollo de la CEPAL.



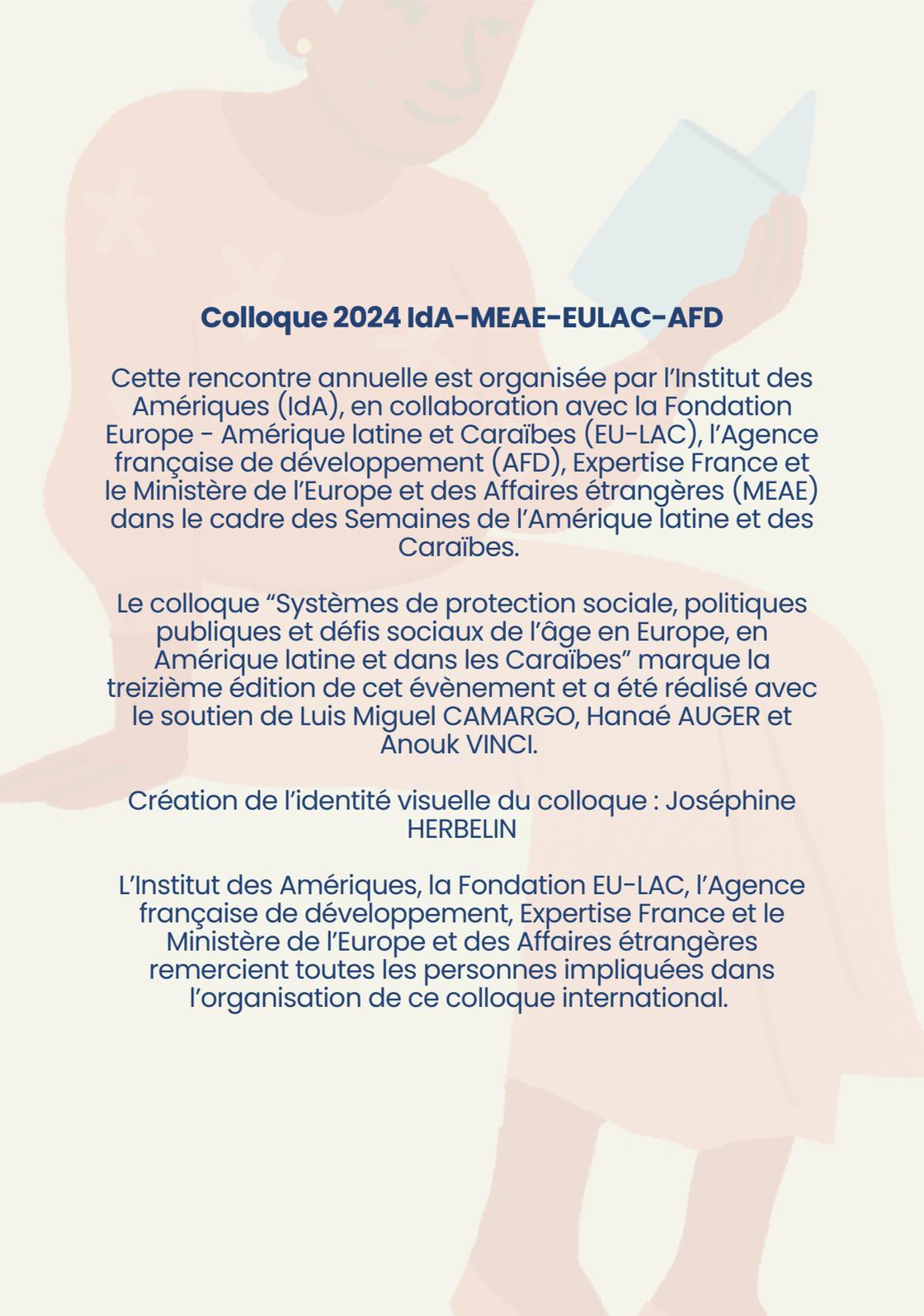
Publication issue du colloque 2023

“Les défis du commerce des matières premières, Europe - Amérique latine - Caraïbes”

Cette publication est issue du colloque “Les défis du commerce des matières premières. Europe - Amérique latine - Caraïbes” qui s’est tenu en mai 2023 dans le cadre de la Semaine de l’Amérique latine et des Caraïbes (SALC). Cette rencontre annuelle est organisée par l’Institut des Amériques (IdA) en partenariat avec le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la Fondation EU-LAC et l’Agence française de développement (AFD).

Chaque année, ce colloque favorise le renforcement des relations bi-régionales Europe-Amérique latine et Caraïbes, faisant dialoguer des spécialistes provenant des milieux universitaire et scientifique, diplomatique, de l’administration publique, des affaires et de la société civile, autour des enjeux contemporains. Cette douzième édition s’intéresse aux commerces des matières premières non renouvelables, face aux discours sur la transition énergétique et socio-écologique, alors que les conflits armés émergent et renforcent la nécessité de sécuriser les approvisionnements.

Sous la coordination scientifique d’**Yvonne BOUVET** et d’**Audrey SÉRANDOUR**, cet ouvrage présente quelques perspectives et explore des pistes de coopération.

A stylized illustration of a woman with dark hair, wearing a pink dress with a white star on the chest, sitting and reading a blue book. The background is a light, warm tone.

Colloque 2024 IdA-MEAE-EULAC-AFD

Cette rencontre annuelle est organisée par l'Institut des Amériques (IdA), en collaboration avec la Fondation Europe - Amérique latine et Caraïbes (EU-LAC), l'Agence française de développement (AFD), Expertise France et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) dans le cadre des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le colloque "Systèmes de protection sociale, politiques publiques et défis sociaux de l'âge en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes" marque la treizième édition de cet événement et a été réalisé avec le soutien de Luis Miguel CAMARGO, Hanaé AUGER et Anouk VINCI.

Création de l'identité visuelle du colloque : Joséphine HERBELIN

L'Institut des Amériques, la Fondation EU-LAC, l'Agence française de développement, Expertise France et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères remercient toutes les personnes impliquées dans l'organisation de ce colloque international.



29 et 30 Mai 2024

**Agence française de développement
3 place Louis Armand, 75012 Paris**

**Palais du Luxembourg
15 rue Vaugirard, 75006 Paris**

Retrouvez toutes les informations

